

Mesdames et Messieurs,

J'aimerais partager avec vous certaines perspectives sur la place du Canada dans l'économie globale.

Depuis quatre ans et demi, le gouvernement que dirige le premier ministre Mulroney s'est attaché à redynamiser l'économie canadienne. Beaucoup a été réalisé.

- Le produit intérieur brut s'est accru d'en moyenne 4 p. 100, taux qui ne le cède qu'au Japon parmi les principaux membres de l'OCDE.
- Les investissements réels des entreprises se sont accrus d'en moyenne 7,8 p. 100 entre 1984 et 1988.
- Et les exportations nominales du Canada se sont accrues de 23 p. 100 en quatre ans: nos exportations vers la Communauté européenne se sont accrues de 47 p. 100, celles au Japon de 42 p. 100 et celles aux États-Unis de 20 p. 100.
- Le déficit fédéral a été maîtrisé et sensiblement réduit, il est passé de 38,3 milliards \$ en 1984-1985 à 28,1 milliards \$ en 1987-1988. Ce qui veut dire que sa part dans le PIB a été ramenée de 7,8 à 3,9 p. 100.
- La réforme fiscale a simplifié le système et réduit les taux d'imposition des sociétés à des niveaux comparables à ceux des États-Unis.
- La politique de la concurrence a été modernisée pour contrer plus efficacement le comportement anticoncurrentiel mais également pour tenir compte de la nature toujours plus globale du milieu dans lequel nous devons opérer.
- D'importantes réformes ont été introduites pour permettre l'intégration des services financiers et on a modifié les règles de propriété étrangère pour les investisseurs financiers. Par exemple, les institutions étrangères peuvent maintenant acquérir des maisons de courtage canadiennes. Et de nouvelles réformes sont prévues pour rendre nos services financiers davantage concurrentiels au plan international.
- Les réformes apportées à la réglementation de l'énergie et du transport pour accorder bien plus d'importance aux forces du marché ont permis aux industries de se restructurer et d'accroître leur efficacité.